

PROCESSUS D'INTÉGRATION DU SECTEUR INFORMEL



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
OUTIL 1 - DONNÉES ET INFORMATIONS : COMPRENDRE LE SECTEUR INFORMEL	5
OUTIL 2 - POLITIQUES ET PROGRAMMES INCLUSIFS	8
OUTIL 3 - SOLUTIONS SUR MESURE	10
OUTIL 4 - PLATEFORMES ET INSTRUMENTS NUMÉRIQUES	12
L'OUTIL 5 - COOPÉRATIVES FINANCIÈRES	15
L'OUTIL 6 - COORDINATION	17
SOMMAIRE	19
ANNEXE - INTERVIEWS DES INFORMATEURS CLÉS	20
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	21
RÉFÉRENCES	21

REMERCIEMENTS

Ce Toolkit (boîte à outils) est un produit du savoir développé conjointement par les membres du groupe d'apprentissage par les pairs de stratégie d'inclusion financière (FISPLG) et les membres du groupe de travail sur le financement des PME (SMEFWG).

Auteurs et contributeurs :

Fatou Deen-touray (Banque centrale de Gambie) et consultants de Samuel Hall avec des informations fournies par des membres de l'AFI via des entretiens réalisés avec : Jenny Romero, Mary Jessil R. Santos et Golda Cainglet (Bangko Sentral ng Pilipinas), Teresa Pascoal, Catarina Joao, Margareth da Silva et Adioso Pimenta (Banco Nacional de Angola), Otto Boris Rodriguez, Clemente Alfredo Blanco, Hazell Raquel Del Cid Marroquín, Ricardo Contreras et Jorge Alberto Flores Torres (Banco Central de Reserva de El Salvador), Sandra Bila (Banco de Moçambique), Prakash Shrestha (Nepal Rastra Bank), Jorge Moncayo (Banco Central del Ecuador), Mahmoud Montassar Mansour (Autorité de supervision de la microfinance de Tunisie), Killian Clifford et Mariana Lopez (GSMA), Valerie Breda (OIT - Unité de finance sociale).

Fournisseurs d'informations Riley Henao Mesepitu (Ministère du Commerce, de l'Industrie, du Travail et de l'Immigration, Îles Salomon), Samuel Tarinda (Banque centrale du Zimbabwe), Christina Rokoua (Banque de réserve des Fidji), Clemente Blanco (Banque centrale de réserve du Salvador), Alison Baniuri (Banque de réserve du Vanuatu).

L'unité de gestion AFI, Dieter De Smet (Policy Manager, Financial Inclusion Strategy), Nik Kamarun (Senior Policy Manager, SME Finance) et Helen Walbey (Head, Gender Inclusive Finance).

Nous tenons à remercier les institutions membres de l'AFI, les partenaires et les donateurs qui ont généreusement contribué à l'élaboration de cette publication.

Cette publication est la version traduite de la publication originale en anglais: Bringing The Informal Sector Onboard.

INTRODUCTION

L'intégration du secteur informel a un rôle crucial à jouer dans l'expansion de l'inclusion financière (IF) pour les plus de deux milliards de personnes qui travaillent dans l'économie informelle dans le monde. L'engagement réussi des décideurs de l'IF avec le secteur informel soutient le développement durable, la réduction de la pauvreté, le travail décent et des sociétés plus inclusives.

Les impératifs et les avantages de l'IF et du secteur informel œuvrent en deux sens :

1. LE SECTEUR INFORMEL COMME CENTRE DE L'EXPANSION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE.



Un meilleur engagement auprès des travailleurs du secteur informel et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) est essentiel pour augmenter les taux globaux d'IF, en particulier chez les femmes, étant donné l'énorme dimension du secteur informel dans de nombreux pays du monde. Les personnes travaillant dans l'économie informelle, qui représentent aussi une grande partie des personnes non bancarisées dans le monde, et les facteurs spécifiques de l'informalité doivent être pris en compte dans les programmes d'IF.

2. POLITIQUES ET PROGRAMMES D'INCLUSION FINANCIÈRE VISANT À TRANSFORMER LE SECTEUR INFORMEL.



De même, les responsables de l'IF ont un rôle important à jouer dans l'amélioration des conditions dans le secteur informel. L'extension des services financiers améliore les conditions de la croissance économique au niveau macro et des revenus au niveau micro, ce qui est un élément clé de l'éventuelle formalisation et du soutien à l'emploi et aux moyens de subsistance de nombreux travailleurs pauvres dans le monde.

Les décideurs de l'IF ont un certain nombre d'outils à leur disposition pour atteindre les objectifs d'intégration du secteur informel. Les fondements

théoriques et les apprentissages partagés dans le développement de ces outils continuent d'évoluer dans la mesure où les parties prenantes des IF reconnaissent l'impératif d'intégrer le secteur informel.

DÉFINITION DU SECTEUR INFORMEL

Le secteur informel est défini différemment selon les contextes. Selon la définition officielle de l'Organisation internationale du travail (OIT), l'économie informelle est "l'ensemble des activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui ne sont - en droit ou en pratique - pas couvertes ou insuffisamment couvertes par des dispositifs formels."¹

L'une des tâches essentielles pour l'intégration du secteur informel est de créer une définition communément acceptée dans un pays². Cette définition de travail doit être coordonnée entre la banque centrale et d'autres départements gouvernementaux, tels que les ministères des finances, du travail et du genre, des télécommunications, et l'autorité d'enregistrement des entreprises, afin que toutes les parties prenantes concernées comprennent ce qui comprend le secteur informel et en quoi consiste la réussite en la matière. L'OIT indique que la formalisation peut être définie en termes d'enregistrements et d'autorisations, de comptabilité et de tenue de comptes bancaires, de l'application des contrats de travail et de mesures de sécurité et de protection sociales.

Il convient de souligner que l'intégration du secteur informel ne consiste pas en la formalisation des entreprises et des travailleurs informels en soi. Les deux idées sont liées, l'IF étant encourageante pour la formalisation, car elle peut également être considérée comme un "degré" de formalisation ; l'expérience du Népal montre comment les MPME et les travailleurs informels utilisent de plus en plus les services microfinanciers formels. Bien qu'elles ne sont pas enregistrées, on peut considérer d'une certaine manière que cela fait partie de la formalisation, avec une augmentation des transactions financières, des registres et des liquidités dans le système formel. Il convient toutefois de faire une distinction importante entre l'intégration du secteur informel et les efforts de "formalisation" au sens strict. Une forte poussée vers

1 OIT (2002). Résolution concernant le travail décent et l'économie informelle. 1er juin 2002.

2 OIT (2016). Rôle de la finance dans la stimulation de la formalisation des entreprises informelles. Note d'orientation thématique de l'OIT - Formalisation des entreprises.

la formalisation est risquée et peut souvent devenir nuisible car les acteurs informels en font souvent plus les frais qu'ils n'en bénéficient. La "formalisation" peut également entraver des interventions plus nuancées de la part des décideurs de l'IF, qui reconnaissent les gradients entre l'informel et le formel comme c'est le cas au Népal, et les avantages à long terme de travailler pour et avec le secteur informel en utilisant les outils décrits dans ce toolkit.

OBJECTIF DU TOOLKIT

Au vu des avantages de plus en plus évidents pour le secteur informel et l'IF, ainsi que du rôle clé de l'IF par rapport au secteur informel, la question est alors de savoir comment le secteur informel peut-il être mieux intégré. L'objectif de ce toolkit est de présenter différents instruments que les décideurs et les parties prenantes de l'IF ont à leur disposition. Les outils sont expliqués ainsi que le processus pour les utiliser systématiquement.

À QUI S'ADRESSE CE TOOLKIT ?

Ce toolkit est conçu pour les décideurs et les praticiens de l'inclusion financière. Les pays membres de l'AFI travaillent tous sur les secteurs informels de leurs pays, dont la taille et la dynamique ont des implications majeures pour l'IF. De plus, l'IF a un potentiel de transformation pour ceux qui font partie du secteur informel, à la fois directement en termes d'accès au financement et ce que cela signifie pour eux en tant qu'entreprises et travailleurs informels, et indirectement en considérant les changements positifs qui peuvent découler de l'augmentation des revenus, des programmes inclusifs et des politiques coordonnées. Les décideurs de l'IF et du secteur informel au niveau mondial peuvent également utiliser ce toolkit pour comprendre le rapport entre les deux domaines et guider la mise en place des politiques et des programmes.

UTILISATION DU TOOLKIT

Ce toolkit contient six "instruments" sexospécifiques que les décideurs politiques peuvent utiliser pour mieux intégrer le secteur informel.



1

**DONNÉES ET
INFORMATION**



2

**PROGRAMMES
ET POLITIQUES
INCLUSIFS**



3

**SOLUTIONS
SUR MESURE**



4

**PLATEFORMES
ET
INSTRUMENTS
NUMÉRIQUES**



5

**COOPÉRATIVES
FINANCIÈRES**



6

COORDINATION

Ces six outils couvrent six domaines d'action différents, mais qui se recoupent. Les plateformes et instruments numériques permettant d'intégrer le secteur informel nécessiteront une coordination concertée, par exemple avec les acteurs du secteur des télécommunications en matière d'argent mobile. Un autre exemple est la façon dont les politiques et programmes inclusifs pour les femmes, minorités et autres groupes vulnérables du secteur informel exigent que ces groupes soient mieux compris et qu'ils se fassent entendre dans les efforts de données et d'information désagrégés. Il convient de garder ces intersections à l'esprit lors de l'utilisation des différents outils afin d'éviter une approche fragmentaire qui ne répond pas au besoin de planification et de mise en œuvre d'une IF intégrée et inclusive.

Les six outils analysent en profondeur des mesures prises par les différents pays travaillant pour intégrer le secteur informel. Basés sur les expériences concrètes des membres de l'AFI et des experts travaillant au carrefour de l'IF et du secteur informel, les outils décrivent les expériences, les défis et les mesures prises dans le contexte mondial. Cela combine la façon dont un outil a été utilisé, comment peut-il être reproduit dans différents pays, les obstacles réels rencontrés et comment ceux-ci peuvent être surmontés lors de la mise en pratique des politiques.

1. DONNÉES ET INFORMATIONS : COMPRENDRE LE SECTEUR INFORMEL



Les données et les informations de haute qualité (ventilées par sexe) sur le secteur informel constituent le fondement des politiques et des programmes bien conçus.

La recherche permet une compréhension plus nuancée du secteur informel, notamment son étendue, sa composition, ses caractéristiques, ses indicateurs de genre, ses secteurs clés et ses tendances actuelles. La recherche permet également d'acquérir des connaissances sur les rapports entre le secteur informel et l'IF : comment l'accès aux services financiers est différent selon qu'il s'agisse d'économie formelle ou informelle, comment l'IF peut-elle soutenir de meilleures conditions dans le secteur informel, et les voies d'une meilleure inclusion pour la diversité des travailleurs et des entreprises du secteur informel. Il est important de noter que les données aident les décideurs financiers dans la formulation de politiques appropriées basées sur les dynamiques réelles du secteur informel, et dans la création de programmes qui répondent aux besoins des MPME informelles et des travailleurs.

L'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable et les recommandations de l'OIT sur la "transition de l'économie informelle vers l'économie formelle" mettent l'accent sur l'importance de la collecte, l'analyse et la diffusion de données statistiques et d'indicateurs en matière d'économie informelle, cruciaux pour la formulation et le suivi des politiques.

A) DÉVELOPPER UN NIVEAU GÉNÉRAL DE COMPRÉHENSION ET D'APPROCHE DU SECTEUR INFORMEL

La première étape nécessaire pour l'intégration du secteur informel consiste à disposer d'une base conceptuelle solide. Le premier document de travail de Women in the Informal Economy : Globalizing and Organizing (WIEGO), *"The Informal Economy : Definitions, Theories and Policies"*, expose les débats historiques et les réflexions théoriques sur le

secteur informel sur plusieurs décennies, à travers différentes écoles de pensée qui se correspondent à l'hétérogénéité et à la complexité du secteur informel³. Étant donné qu'une grande partie du secteur informel échappe au contrôle des pouvoirs publics et que l'opacité du secteur informel est exacerbée par la nature même de l'informalité, les décideurs politiques qui utilisent des cadres conceptuels inadéquats, en particulier dans ses aspects sexospécifiques, risquent de créer des politiques erronées.

Un cadre conceptuel solide consiste à appréhender le secteur informel comme une réalité dynamique qui participe à l'économie et à la création d'emplois et de revenus importants pour de larges pans de la population. De même, cette compréhension permet d'identifier les nombreux problèmes du secteur informel, notamment le manque de protection juridique et sociale, les déficits de travail décent, les risques et les opportunités liés au genre, les faibles niveaux de compétences et de productivité, et les risques d'intégrité financière.

En plaçant les personnes qui font partie de l'économie informelle au centre de la réflexion conceptuelle, on s'assure que la dynamique, les besoins et les potentiels du secteur informel guident les politiques et les programmes. Qu'il s'agisse des travailleurs domestiques à San Salvador, des pêcheurs le long de la côte du Mozambique, des ouvriers du bâtiment en Tunisie, des producteurs de charbon de bois dans les villes népalaises ou des vendeurs de rue dans les îles Salomon, cette compréhension constitue une base solide pour la recherche, les données et la pratique.

B) RAPPORT AVEC LES DONNÉES ET LES RECHERCHES EXISTANTES

Le secteur informel fait l'objet d'une attention accrue au niveau mondial, avec un regain d'intérêt dans ses dimensions de genre, son étendue, sa portée et son importance. Bien que des grandes études sur l'intersection spécifique de l'IF et du secteur informel puissent ne pas être toujours disponibles dans chacun des pays, il y a de plus en plus de preuves basées sur la dynamique du secteur informel produites par différentes parties prenantes, y compris l'OIT, le Groupe de la Banque mondiale, le GSMA, WIEGO, et des recherches locales plus ciblées dans les pays.

3 Martha Alter Chen (2012). The Informal Economy: Definitions, Theories and Policies. WIEGO Working Paper No.1.

Même en l'absence d'études spécifiques relatives à l'IF des économies informelles, les décideurs devraient exploiter le pouvoir des données ventilées par sexe provenant de diverses sources pour comprendre comment le secteur informel s'inscrit dans le programme d'IF de leur pays. Les décideurs utilisent déjà des études diagnostiques, des informations provenant des prestataires de services financiers et des données extraites d'études sur l'IF, qui fournissent des informations indicatives sur le secteur informel. Les recherches existantes et à venir devraient intégrer la compréhension de l'informalité dans leurs méthodologies de recherche et de collecte de données ventilées par sexe.

TIRER PROFIT DES DONNÉES DES COOPÉRATIVES FINANCIÈRES EN ÉQUATEUR



Les autorités équatoriennes chargées de l'IF s'appuient sur des données ventilées par sexe provenant des coopératives financières, qui s'adressent aux personnes du secteur informel. Ces données sont utilisées pour suivre les tendances des indicateurs de l'IF, notamment l'élargissement de l'accès et des taux d'utilisation dans tout le pays. Les données permettent aux décideurs équatoriens d'analyser des ventilations désagrégées telles que le sexe. Grâce aux données sur les coopératives financières, ou "*Sector Financiero Popular y Solidario*", l'unité d'IF peut analyser que, bien que l'équilibre entre les sexes soit proche de l'égalité dans l'accès et l'utilisation des comptes, les hommes accèdent aux prêts à des taux beaucoup plus élevés que les femmes. Et ce, malgré des taux de défaillance plus faibles chez les femmes. Grâce à ces données, les décideurs de l'IF peuvent concevoir des réponses pour combler les écarts entre les sexes qui ne seraient pas apparus sans les données quantitatives concrètes.

C) DÉFINIR LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DE RECHERCHE

Les décideurs politiques doivent recenser les principales lacunes en matière de données et les domaines d'information présentant un intérêt, notamment les réglementations et les initiatives visant le secteur informel. Ceux-ci seront fortement contextualisés à chaque pays. Voici quelques exemples de domaines du secteur informel qui intéressent vivement les décideurs de l'IF :

- > **Une compréhension de haut niveau** du secteur informel, de l'IF et des intersections entre les deux. Cela peut inclure la dimension, la composition, la

ventilation par sexe et les caractéristiques clés du secteur informel, ainsi qu'une vue d'ensemble de son accès actuel au financement.

- > **Des études ciblées** qui se concentrent sur des données démographiques, des secteurs et des sujets particuliers qui composent le secteur informel.
- > **Identification des obstacles à l'IF** pour les acteurs du secteur informel. Dans certains pays, l'absence de documents d'identification (ID) peut être le principal obstacle à l'accès aux finances pour les travailleurs informels, tandis que dans d'autres, le manque de produits financiers sexospécifiques offrant des transactions à faible coût, à volume élevé et de petit montant peut empêcher les MPME informelles d'accéder aux finances.
- > **La cartographie des acteurs** clés du secteur informel et de l'espace FI est essentielle pour la coordination.
- > **Des études de marché et de la demande** qui permettent de concevoir des solutions financières adaptées au secteur informel, y compris des études qui identifient les besoins et les souhaits des clients informels en matière de services financiers.

RECHERCHE SUR LES OBSTACLES À LA FORMALISATION ET À L'ACCÈS AU FINANCEMENT DES MPME AUX PHILIPPINES.

Le Bangko Sentral ng Pilipinas, en coordination avec la Banque asiatique de développement (ADB), va lancer une enquête complète et désagrégée sur la demande des MPME. Cette enquête devrait permettre de compléter les informations limitées actuellement disponibles sur les MPME et de générer de nouvelles idées et des données plus détaillées sur l'accès des MPME au financement. Les résultats de cette enquête pourraient donner du soutien à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles et sexospécifiques et fournir une vision plus approfondie du marché aux prestataires de services financiers afin de les aider à élargir leurs produits et services disponibles sur le marché.

D) ÉTABLIR DES PARTENARIATS POUR LA RECHERCHE

Les décideurs de l'IF doivent explorer les partenariats pour faire avancer le programme de recherche sur la dynamique du secteur informel. Plusieurs donateurs et parties prenantes financent de plus en plus la recherche sur le secteur informel. Les responsables de l'IF doivent examiner où peut-elle s'insérer dans ce programme de recherche, étant donné son importance dans l'intégration du secteur informel. Les responsables

politiques peuvent également rechercher des partenariats pour élargir leur programme d'information et de données, qu'il s'agisse d'études à grande échelle ou de recherches ciblées de moindre portée. Les partenariats peuvent comprendre la recherche de soutien auprès de donateurs et d'organismes de financement, l'établissement de liens avec des instituts de recherche et des universités, ainsi que la coordination avec les organismes nationaux de statistiques et d'autres ministères qui collectent des données sur l'économie informelle.

UN PARTENARIAT FRUCTUEUX ENTRE L'IF ET LES STATISTIQUES NATIONALES

Le Banco de Moçambique maintient un mécanisme de coordination bilatérale avec l'Institut national des statistiques du Mozambique. L'Institut des statistiques mène un certain nombre d'études avec d'autres instituts de recherche et des ONG, notamment sur les groupes d'épargne et de crédit. L'accord permet à la Banque d'accéder aux données partagées sur l'IF, y compris les intersections avec le vaste secteur informel du pays.

RECHERCHE GSMA SUR L'ARGENT MOBILE



La GSMA élargit son programme de recherche en utilisant les données mobiles afin de comprendre comment le secteur informel utilise-t-il les outils financiers numériques et l'argent mobile. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour comprendre les liens entre les services financiers mobiles et le secteur informel. De meilleures données sur les marchés et les clients permettront d'élaborer de meilleures politiques en matière d'argent mobile. La GSMA, qui représente les intérêts des opérateurs mobiles du monde entier, a publié un document intitulé "Mobile Money : Driving formalization and building the resilience of MSMEs"⁴, qui décrit comment l'argent mobile est utilisé dans le secteur informel et ses résultats bénéfiques.⁵ La recherche porte notamment sur le rôle des décideurs politiques et les mesures qu'ils peuvent mettre en place pour encourager l'utilisation des services financiers numériques (SFN) parmi les MPME formelles et informelles.

E) UTILISATION DES DONNÉES - L'INFORMATION EN ACTION

Les données désagrégées du secteur informel peuvent guider la conception de politiques et de programmes sexospécifiques, et conduire à des ajustements dans la mise en œuvre. La recherche sur

les obstacles montre comment les parties prenantes de l'IF peuvent reconnaître, aborder et surmonter les obstacles auxquels sont confrontés les acteurs du secteur informel. De même, les données issues des interventions d'IF peuvent façonner et affiner les programmes en cours, tels que l'alphabétisation financière ou l'adoption de produits financiers dédiés. Les résultats peuvent être partagés entre les organes de gouvernance et parmi les différentes parties prenantes de l'IF et du secteur informel, afin de tirer parti du pouvoir de l'information pour créer des changements positifs.

COMPRENDRE LES OBSTACLES À L'IF DU SECTEUR INFORMEL EN ANGOLA

En Angola, l'unité d'IF du Banco Nacional de Angola a utilisé les données du programme de comptes simplifiés appelé Bankita. Spécifiquement ciblés sur les travailleurs pauvres, qui travaillent presque toujours dans le secteur informel, les volumes toujours croissants de données de Bankita sont utilisés pour comprendre la dynamique du secteur informel, ce qui est utile pour des politiques et des programmes plus complets. L'analyse des données tenant compte de la dimension de genre a mis en évidence des obstacles à l'utilisation, tels que la distance par rapport aux succursales, ce qui prouve la nécessité d'étendre la couverture et les options en matière d'argent mobile, qui figureront ensuite dans les politiques et réglementations d'IF relatives à la finance numérique. Les taux élevés d'utilisation des ATM par rapport aux faibles taux de services bancaires en agence ont montré qu'il existe une barrière sociale potentielle pour les personnes du secteur informel, en particulier les femmes, qui ne se sentent pas à l'aise dans les espaces bancaires traditionnels et qui ne peuvent pas accéder aux agences pendant les heures d'ouverture. Cela a clairement démontré que les clients du secteur informel utilisaient les services bancaires, notamment pour de faibles montants de transaction, et l'importance de la couverture des guichets automatiques en Angola. Enfin, les autorités ont pu détecter des comportements de compte irréguliers liés à une utilisation intrafamiliale non autorisée, ce qui a conduit à une coordination accrue entre l'Unité d'IF et le ministère angolais chargé des familles et de la jeunesse.

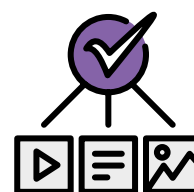
4 Argent mobile : Favoriser la formalisation et renforcer la résilience

5 GSMA (2020). Mobile Money, Driving Formalization and Building the Resilience of MSMEs

F) DES PROCESSUS DE RECHERCHE RÉGULARISÉS POUR DES CONNAISSANCES ACTUALISÉES

La recherche et la collecte de données désagrégées ne sont pas une fin en soi. Le secteur informel est dynamique et changeant, tout comme les rapports avec l'agenda de l'IF, tels que les préférences et les besoins financiers du secteur informel. Un programme d'apprentissage où des informations cohérentes mettront à jour le niveau de compréhension parmi les principales parties prenantes, reflétera les nouvelles tendances et les changements. Cela peut inclure les informations nécessaires aux ajustements des politiques et des programmes, où les méthodes de recherche qui ont réussi précédemment, et les pratiques en évolution d'autres contextes peuvent informer les efforts en cours pour combler les lacunes des données et garantir des politiques et des programmes fondés sur des faits.

2. POLITIQUES ET PROGRAMMES INCLUSIFS



Le secteur informel se caractérise par sa diversité. Dans plus de la moitié des pays du monde, les femmes constituent la majorité des personnes travaillant dans le secteur informel. Cela inclut 92 % de toutes les femmes des pays en développement qui travaillent dans le cadre de l'économie informelle⁶.

Les minorités ethniques, linguistiques et religieuses travaillent dans le secteur informel, et les migrants et les groupes déplacés y sont souvent surreprésentés. Ces populations ont des expériences diverses au sein du secteur informel et des besoins, désirs et aspirations variés en matière de services financiers. Les décideurs politiques ne peuvent atteindre leurs objectifs en matière d'IF sans inclure ces différents groupes qui constituent une grande partie du secteur informel.

A) INCLURE LES DIVERS SOUS-GROUPES DE POPULATION ET LES FEMMES DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES D'IF ET DU SECTEUR INFORMEL.

Les considérations de diversité devraient être incorporées dans toutes les politiques d'IF visant le secteur informel. Ceci en reconnaissant que de nombreux programmes et politiques précédents qui étaient neutres en termes de genre ont eu tendance à être plus bénéfiques pour les hommes que pour les femmes. En outre, ils ne tiennent souvent pas compte des divers besoins des personnes issues de milieux différents. Les politiques et les programmes doivent tenir compte des vulnérabilités et des obstacles spécifiques à l'accès aux services financiers auxquels sont confrontés les groupes défavorisés sur le plan socio-économique, afin de les surmonter. Une planification et une mise en œuvre tenant compte du sexe, de l'appartenance à une minorité et du handicap, entre autres, permettra l'obtention de meilleurs résultats à long terme.

6 Bonnet, Florence, Joann Vanek, et Martha Alter Chen. Femmes et hommes dans l'économie informelle : A Statistical Brief. WIEGO et OIT.

Les décideurs politiques doivent également prêter attention à l'intersectionnalité. Différentes catégorisations sociales se combinent pour amplifier la discrimination ou les privilèges. Une femme travaillant dans le secteur informel peut être confrontée à des obstacles à l'accès au financement en raison de son sexe. Si la femme est également une migrante ou a été déplacée de force, ces obstacles peuvent être encore aggravés en raison de l'intersection de ses identités sociales. Cela peut signifier qu'elle est encore plus susceptible de ne pas posséder les pièces d'identité et l'historique des transactions financières requis pour ouvrir des comptes financiers formels, et de se heurter à des barrières linguistiques et sociales lorsqu'elle souhaite le faire. La compréhension de l'intersectionnalité permettra aux décideurs politiques d'identifier les facteurs multiples et interdépendants qui doivent être pris en compte lors de l'intégration du secteur informel.

AGENTES BANCAIRES EN INDE



En Inde, le Rural Financial Institutions Program (RFIP) a constaté que lorsque les membres féminins d'un groupe d'entraide local recevaient une formation et commençaient à travailler en tant qu'agentes bancaires, le taux de nouveaux clients financiers féminins augmentait. Il s'agissait notamment de femmes âgées et analphabètes, car les agentes bancaires étaient perçues comme plus proches et plus fiables⁷.

B) PROMOUVOIR UN ENGAGEMENT SIGNIFICATIF

Les femmes et les sous-groupes, tels que les minorités, les migrants et les personnes vivant avec un handicap, devraient participer de manière significative à différents niveaux politiques, car l'élaboration de politiques et de programmes participatifs aura beaucoup plus de chances de répondre à leurs besoins, et donc de réussir si ces groupes y participent. L'inclusion de divers groupes dans la recherche, la consultation publique et les mécanismes de coordination soutient la formulation et la mise en œuvre de politiques et de programmes sensibles au genre et à la vulnérabilité. Il convient d'adopter une approche transformative dans l'élaboration des politiques afin d'accroître le pouvoir de décision de ces groupes, de renforcer les normes positives et de viser à modifier les structures sous-jacentes qui perpétuent les inégalités sociales en matière d'informalité et d'accès financier.

Les organismes gouvernementaux pertinents et les parties prenantes non gouvernementales doivent être inclus dans les plateformes d'IF. Cela peut être incorporé dans les stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF) (comme décrit dans l'Outil 6 - Coordination) ou par le biais de partenariats bilatéraux ciblés avec des organisations travaillant sur, avec ou faisant partie du secteur informel. C'est particulièrement le cas pour les organisations travaillant sur des questions sociales spécifiques liées aux politiques et programmes d'inclusion, comme les droits des femmes et des jeunes, les droits économiques et légaux, et les droits du travail.

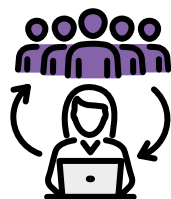
PARTENARIATS INCLUSIFS EN ÉQUATEUR



L'unité d'IF équatorienne a conclu un protocole d'accord avec une ONG appelée "*Mujeres*" - "Femmes" - pour apporter du soutien aux décideurs équatoriens dans leur examen de la stratégie nationale d'éducation financière. La stratégie d'éducation met l'accent sur les femmes dans l'économie informelle, où *Mujeres* fournissent du soutien technique. Le partenariat comprend également un programme d'éducation financière pour les femmes qui habitent dans des zones touchées par la pauvreté.

⁷ Arora, A ; Krishnaswamy, K. (2015). Why Women Self-Help Group Members Make for Good Bank Agents.

3. SOLUTIONS SUR MESURE



Les décideurs d'IF du monde entier réussissent à réglementer et à concevoir des produits et des programmes financiers adaptés aux MPME et aux travailleurs informels.

Dans les Îles Salomon, le programme de micropension YouSave était destiné au secteur informel et en particulier aux femmes de ce secteur. Il a rapidement facilité l'accès financier d'un grand nombre de personnes non bancarisées du pays. Ailleurs, un certain nombre de pays accélèrent la mise en place de programmes de comptes simplifiés et de réglementations strictes en matière de connaissance du client (KYC). Le programme de comptes simplifiés de *Bankita* en Angola en est un exemple frappant. Nombre de ces solutions s'adressent directement aux personnes du secteur informel, ce qui permet d'élargir l'offre de services financiers et d'intégrer davantage ce secteur.

A) ÉTUDE DE MARCHÉ ET IDENTIFICATION DE BESOINS

Ceux qui conçoivent ou réglementent les produits financiers ont besoin d'informations sur les besoins des travailleurs du secteur informel et des MPME. De plus, les informations sur les attentes réelles des personnes du secteur informel en matière de services financiers sont essentielles pour la réussite des produits financiers. Bien que de nombreuses MPME informelles peuvent avoir besoin de facilités de crédit pour développer leurs activités, les modalités et types de services de prêt peuvent varier sensiblement d'un pays à l'autre et d'un secteur à l'autre. Dans certains pays islamiques, les MPME informelles peuvent souhaiter bénéficier d'instruments financiers *conformes à la charia*, tels que la *Mourabaha*, un arrangement de type coût-plus-profit, et l'*Ijarah*, un contrat de type crédit-bail. Dans d'autres pays, les MPME informelles s'appuient sur des flux de trésorerie à caractère saisonnier, ce qui a des implications sur les remboursements et la durabilité si les produits financiers ne sont pas conçus pour ces spécificités.

De même, les travailleurs du secteur informel peuvent avoir des préférences de consommation différentes de celles des clients des banques traditionnelles. En Angola, les données de *Bankita* ont révélé que les

utilisateurs de comptes effectuaient des transactions à fort volume et à faible montant. Les travailleurs du secteur informel peuvent vouloir accéder à l'argent mobile à bas coût, aux paiements numériques pour les vendeurs du secteur informel et les étals de marché, ou aux produits de micropension où les fonds peuvent être retirés en cas d'urgence.

DES JOURNAUX POUR COMPRENDRE LA DEMANDE DES PETITS EXPLOITANTS EN MATIÈRE DE SERVICES FINANCIERS



En 2015/16, le CGAP a mené des recherches innovantes sur le financement des petits exploitants⁸. La recherche comprenait un journal financier comme outil pour étudier les habitudes financières des familles de petits exploitants au Mozambique, en Tanzanie et au Pakistan. La recherche a révélé le rôle intégral joué par les "*arthis*" ou agents agricoles dans la vie financière des familles de petits exploitants au Pakistan, les revenus non agricoles que les familles tirent en plus de leur activité agricole, les nouvelles options de microfinance utilisées et les impératifs d'IF pour les centaines de millions de petits exploitants qui n'ont pas accès au financement.

Les études de marché sont également importantes pour identifier les défis uniques et souvent spécifiques au genre auxquels les acteurs du secteur informel sont confrontés lorsqu'ils accèdent aux services financiers. Les travailleurs informels n'ont souvent pas de carte d'identité, se heurtent à l'inadéquation entre leurs heures de travail et les heures d'ouverture des prestataires de services financiers, sont confrontés à des problèmes d'accès et peuvent rencontrer des problèmes moins évidents tels que des sentiments de marginalisation sociale et d'exclusion dans les agences physiques des prestataires de services financiers formels.

Pour comprendre les demandes et les obstacles spécifiques du marché, la réalisation d'une étude de marché est une étape initiale essentielle - couverte par l'*Outil 1 - Données et informations* - car la conception des produits et des réglementations doit être ancrée dans les préférences réelles des consommateurs et répondre à la dynamique du secteur informel.

8 CGAP (2014-2016). Diaries: A Tool for Understanding Smallholder Families. Blog Series. Accessed at: <https://www.cgap.org/blog/series/diaries-tool-understanding-smallholder-families?page=1>

ÉTUDES DE FAISABILITÉ POUR LE PRODUIT DE MICROPENSION YOUSAVE DES ÎLES SALOMON



Le produit de micropension YouSave des îles Salomon a commencé par une étude de faisabilité, qui a été réalisée afin d'établir s'il existait une demande de pensions et d'épargne à long terme pour la retraite dans le secteur informel. L'étude de faisabilité a également fourni les contours et les spécifications potentielles du produit avant la phase de conception.

B) CONCEVOIR, TESTER, RÉITÉRER

La phase de conception de services financiers sur mesure doit s'inspirer largement des études de marché et de la demande réalisées précédemment. Les produits doivent intégrer les préférences des consommateurs et répondre à tous les défis auxquels sont confrontés les clients du secteur informel et qui ont été révélés lors de la phase de recherche. Ce soin apporté à la conception en vaut la peine ; l'une des principales leçons du programme YouSave est qu'un produit bien conçu et sensible au genre accélère son adoption.

Les comptes YouSave sont faciles à ouvrir, avec des exigences KYC simplifiées qui peuvent inclure un certificat de naissance, un permis de conduire, une carte d'électeur, ou une lettre d'un chef d'Église ou d'un ancien du village. Cela permet de lever l'un des principaux obstacles pour les travailleurs du secteur informel. L'obstacle du coût a également été pris en compte dans la conception du produit, le compte YouSave étant gratuit et ne nécessitant qu'un dépôt initial de 50 SBD (environ 6 USD en 2020). Les dépôts ont été simplifiés, avec des options entre les canaux traditionnels, un réseau d'agents agréés et des dépôts de recharge à travers les téléphones portables. Enfin, la conception prévoit également des retraits d'épargne d'urgence, avec un compte général accessible à tout moment quatre fois par an. Toutes ces caractéristiques ont été conçues spécifiquement pour répondre aux obstacles, aux besoins et aux préférences des clients du secteur informel dans les îles Salomon.

La conception de produits adaptés au secteur informel peut également bénéficier d'un apprentissage partagé entre différents contextes. Dans le cadre du déploiement croissant des réglementations de type KYC différencié, les comptes à risque réduit et à faible solde pour les clients du secteur informel qui ne peuvent pas satisfaire à des exigences plus strictes en matière d'identification, s'inspirent des expériences d'autres pays qui sont plus avancés dans la mise en œuvre. Ces

apprentissages partagés aident les décideurs et les experts des programmes d'IF à configurer leurs propres mécanismes de comptes simplifiés et à niveaux de connaissance différents, tout en restant alignés sur les régimes requis de lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC) et le financement du terrorisme (FT).⁹

CONCEVOIR LA SIMPLIFICATION : LE PROGRAMME ANGOLAIS BANKITA



Le banco Nacional de Angola a développé en 2009 un programme de comptes simplifiés appelé Bankita. Ces comptes financiers ont été conçus pour élargir l'accès financier des personnes à faible revenu, dont beaucoup sont des femmes qui travaillent dans le secteur informel. Avec des exigences d'identification différenciées pour l'ouverture d'un compte, des montants de dépôt peu élevés et l'absence de frais bancaires, le programme a réussi à incorporer davantage de personnes dans le système financier formel.

Le test et la reformulation de solutions adaptées constituent la suivante étape essentielle du processus. La phase de test et de réitération constitue un moyen peu coûteux et peu risqué d'identifier les caractéristiques de conception des produits financiers qui peuvent être modifiées et améliorées. Aux Îles Salomon, YouSave a été piloté et testé par rapport à des seuils de rentabilité établis. Les données issues de la phase pilote de YouSave ont ensuite servi de base aux itérations suivantes du programme de micropension.

C) DÉPLOIEMENT, APPRENTISSAGE CONTINU ET EXPANSION

Alors que les solutions financières sur mesure passent de la théorie à la pratique et du laboratoire à la rue, les solutions sur mesure continuent de générer des apprentissages qui peuvent être utiles aux décideurs de l'IF. Le programme Bankita a fourni au banco Nacional de Angola des informations qui se sont avérées utiles pour l'élaboration de réglementations relatives à l'identification des clients, à l'argent mobile et à la microfinance. De même, l'apprentissage généré par les produits sur mesure peut également être partagé entre différents contextes, comme l'expérience des Îles Salomon, qui a vu le rôle important des vendeuses de marché dans la communication d'informations sur le service aux autres personnes.

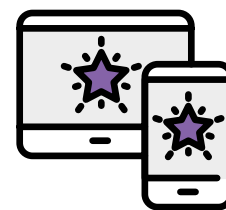
⁹ AFI (2020). Intégrité financière inclusive : Une boîte à outils pour les décideurs politiques.

FAIRE PASSER LE MESSAGE SUR LES PROCÉDURES DE COMPTE SIMPLIFIÉES AUX PHILIPPINES

Le Bangko Sentral ng Pilipinas encourage l'utilisation de comptes de transaction de base avec des exigences simplifiées et de faibles coûts de maintien. Les comptes simplifiés ont été conçus dans le contexte d'un manque généralisé de pièces d'identité, qui est particulièrement répandu dans l'attente de la mise en œuvre complète de la carte d'identité nationale dans le pays. Pour apporter du soutien au déploiement des nouvelles procédures, le groupe de sensibilisation de la Banque des Philippines joue un rôle important dans la diffusion et la promotion, en faisant connaître les procédures simplifiées à la population non bancarisée.

Les produits sur mesure réussis ont le potentiel de s'étendre à d'autres pays et même à d'autres contextes. Après avoir atteint et dépassé les objectifs initiaux d'utilisation, notamment le nombre d'ouvertures de comptes et les taux d'utilisation ventilés par sexe, YouSave est en cours de déploiement dans les neuf provinces des Îles Salomon sur cinq ans. Cela a considérablement élargi l'accès financier au secteur informel, en augmentant les liquidités et l'épargne formelles, mais aussi en fournissant des services financiers sûrs, pratiques et nécessaires aux personnes travaillant dans le secteur informel. Les îles Salomon et les partenaires du programme YouSave communiquent les résultats et les enseignements du produit après avoir constaté l'effet dynamisant du programme de micropensions, conçu spécifiquement pour les personnes travaillant dans le secteur informel.

4. PLATEFORMES ET INSTRUMENTS NUMÉRIQUES



Les plateformes, instruments et outils financiers numériques ont le potentiel de créer un changement profond et transformateur pour l'IF du secteur informel.

L'agenda numérique peut aider les travailleurs informels et les MPME à réduire les coûts de transaction, à augmenter les revenus et à mener à une expansion commerciale et économique. Il y a aussi des considérations plus pratiques citées par les membres de l'AFI, notamment le potentiel des finances numériques pour contourner le besoin d'acheter des billets de banque imprimés à l'étranger. Pour certaines personnes du secteur informel, les outils financiers numériques sont leur meilleur moyen d'épargner, de faire des virements et d'effectuer ou de recevoir des paiements. Par exemple, les vendeuses de marché en Angola trouvent difficile de quitter leurs étals, où elles perdraient des revenus en ne vendant pas pendant de longues périodes, pour se rendre dans des agences bancaires physiques situées loin du marché. Les opérateurs mobiles étant un peu partout sur les marchés, l'argent mobile peut constituer un excellent moyen d'accéder aux finances formelles et de les utiliser, avec la possibilité de recevoir des paiements au lieu de manipuler de l'argent liquide. Il est également important de noter que sans une réelle capacité d'alphabétisation numérique, les SFN peuvent présenter un risque pour les consommateurs, en particulier les femmes qui ont généralement des niveaux d'opportunité plus faibles pour acquérir les compétences numériques nécessaires. Elles sont également moins susceptibles de posséder et d'utiliser un téléphone mobile ou d'utiliser l'Internet. Le fait de développer des SFN sans comprendre les risques liés au genre peut en fait accroître le fossé entre les sexes et laisser les femmes encore plus exclues qu'auparavant.

L'agenda numérique pertinent pour les décideurs de l'IF en ce qui concerne le secteur informel comprend l'argent mobile et les portefeuilles électroniques, les processus numériques KYC, les historiques de transactions numériques pour l'évaluation alternative du crédit, les transferts de fonds transfrontaliers et la technologie réglementaire (RegTech). AFI partage

les apprentissages en matière de finance numérique et de technologie financière (FinTech), y compris les expériences des leaders mondiaux et les études de cas des meilleures pratiques.¹⁰

A) DÉVELOPPER DES INFRASTRUCTURES ET DES CADRES RÉGLEMENTAIRES INTELLIGENTS

Les décideurs politiques devraient donner la priorité à des cadres réglementaires bien conçus et sexospécifiques qui soutiennent la finance numérique et favorisent son adoption. Ils doivent garder à l'esprit les multiples composantes requises dans les réglementations et rechercher des exemples de meilleures pratiques dans les régimes qui ont encouragé les FinTech et l'innovation. Les principaux documents d'orientation relatifs à la finance numérique et au secteur informel décrivent les différents domaines dans lesquels l'élaboration des politiques et la réglementation peuvent avoir un impact important.¹¹ Il s'agit notamment (1) des cadres et structures d'identité ; (2) de l'infrastructure des paiements numériques ; (3) des données alternatives pour les rapports de crédit ; et (4) de la protection des consommateurs de services financiers, de l'éducation financière et de la protection des données.

En ce qui concerne les cadres d'identité, plusieurs membres de l'AFI progressent dans l'évolution de la réglementation relative aux comptes simplifiés, au contrôle de l'identité à plusieurs niveaux et au contrôle de l'identité électronique (voir l'*outil 3 - Solutions sur mesure* pour plus de détails), ce qui est particulièrement pertinent pour le secteur informel où l'absence d'identité est fréquente dans de nombreux pays. Les comptes numériques à risque réduit et à faible solde, qui sont conformes aux exigences de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, tout en permettant aux personnes du secteur informel d'accéder et d'utiliser des services financiers tels que l'épargne et les transferts d'argent par téléphone portable, sont facilités dans de nombreux pays.

Pour atteindre la population non bancarisée du secteur informel, les correspondants (agents) bancaires parviennent à atteindre des personnes là où la banque formelle a échoué, mais cette approche nécessite des cadres réglementaires clairs pour garantir la conformité. Le modèle de correspondant bancaire fait référence à la banque sans succursale, où les banques traditionnelles utilisent des agents autorisés pour étendre leur portée sans avoir à ouvrir des succursales. Le Kenya est à l'avant-garde de ce modèle et a mis en place une réglementation spécifique avec sa *directive*

sur les services bancaires d'agence CBK/PG/15 préparée par la Banque centrale du Kenya en 2010.

Les approches réglementaires doivent rester centrées sur le consommateur, compte tenu de l'importance de renforcer la confiance et la protection des consommateurs en matière de SFN. Au même temps, les réglementations doivent soutenir la croissance numérique afin d'exploiter sa puissance pour aider les travailleurs du secteur informel et les MPME à accéder aux services financiers nécessaires. Les réglementations contraignantes, notamment les taxes sur la circulation de l'argent mobile, peuvent freiner la croissance en empêchant les services numériques de se développer pour répondre aux besoins des acteurs du secteur informel.

B) GARDER À L'ESPRIT LA DYNAMIQUE DU SECTEUR INFORMEL, L'ÉDUCATION FINANCIÈRE ET LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS.

Le fait que les plateformes et les instruments numériques ont un vaste potentiel d'inclusion financière aussi bien pour les travailleurs informels que pour les MPME est bien reconnu, mais les risques sexospécifiques de ces opportunités ne sauraient être négligés. Les réglementations, politiques et programmes numériques doivent garder les conditions du secteur informel au centre de toute stratégie d'intervention (comme on peut le voir dans l'*Outil 1 - Données et informations* et l'*Outil 3 - Solutions sur mesure*).

Alors que le taux de pénétration de la téléphonie mobile est élevé et se développe rapidement dans de nombreux pays en développement, beaucoup de personnes, en particulier les femmes travaillant dans le secteur informel, n'ont pas accès à un smartphone, ce qui les empêche d'utiliser certains des services d'argent mobile les plus avancés. Cela montre pourquoi la promotion des services d'argent mobile risque d'accroître le fossé entre les sexes si les raisons pour lesquelles les femmes utilisent moins la technologie numérique ne sont pas traitées en parallèle. De même, les services et plateformes basés sur Internet peuvent ne pas être très utiles dans de nombreux contextes. Les efforts en matière de finance numérique doivent être différenciés et adaptés en fonction du contexte, où il faut prendre en compte une grande hétérogénéité au sein des secteurs informels dans les différents pays.

10 AFI (2019) FinTech for Financial Inclusion et Policy framework for women's financial inclusion using Digital Financial Services.

11 G20 et GPFI (2018). Digitisation and informality: Harnessing digital financial inclusion for individuals and MSMEs in the informal economy - G20 Policy Guide. Leora Klapper, Margaret Miller and Jake Hess (2019). Leveraging Digital Financial Solutions to Promote Formal Business Participation. The World Bank Group.

La finance numérique doit généralement s'accompagner (1) de protections des consommateurs, notamment de solides dispositifs de surveillance et de protection des données, ainsi que (2) de programmes d'éducation financière et numérique, destinés en particulier aux segments vulnérables de la population. La confiance dans le service et la plateforme est essentielle pour l'adoption et l'utilisation, liée aux normes sociales, qui sont un moteur important du comportement. Au Népal, la Nepal Rastra Bank souligne que l'introduction des SFN doit s'accompagner d'une éducation financière et numérique.



Parfois, les gens sont analphabètes et ne sont pas en mesure d'utiliser les services numériques, même si les systèmes sont disponibles. Nous faisons pression en faveur des Fintech et de la banque en ligne, mais cela peut rester difficile pour beaucoup, même s'ils y ont accès, en raison d'un manque de capacités.”

Prakash Shrestha, Banque Rastra du Népal

C) RÉFORMES NUMÉRIQUES TRANSVERSALES

Les plateformes numériques en dehors des services financiers peuvent également s'avérer être un domaine important à la jonction entre le secteur informel, la numérisation et l'IF. La Gambie a étendu ses systèmes d'administration en ligne dans le cadre de ses réformes administratives afin de réduire le coût de faire des affaires et d'accroître les avantages de la formalisation. Pour ce faire, le gouvernement gambien a créé un registre d'entreprises en ligne dans tout le pays afin d'améliorer la documentation et d'accroître la transparence. Le gouvernement gambien a institué des procédures de post-enregistrement numérisées, automatisées et intégrées pour les entreprises, en mettant l'accent sur les start-up et l'enregistrement du personnel en rapport direct avec le secteur informel. Les systèmes d'administration en ligne facilitent également l'accès aux services bancaires numériques, un élément clé dans la préparation de la SNIF du pays. Les décideurs de l'IF doivent déterminer où peuvent-ils l'insérer le mieux dans les plateformes numériques pour le secteur informel, et quelles expériences peuvent être partagées à partir des finances numériques vers d'autres branches du gouvernement.

D) POURSUIVRE L'INTEROPÉRABILITÉ

Les régulateurs financiers devraient mettre en place des normes d'interopérabilité, en vue d'améliorer l'utilisation et la fonction de la finance numérique et par conséquent son utilisation, y compris dans le secteur informel.

- > **Argent mobile** - Le banco de Moçambique travaille avec le régulateur des télécommunications et les parties prenantes de la finance numérique pour accroître l'interopérabilité de l'argent mobile. Les problèmes d'envoi d'argent entre les différents systèmes d'exploitation de l'argent mobile ayant été identifiés, la question de l'interopérabilité est importante pour garantir que la population, dont une grande partie est employée de manière informelle, puisse envoyer facilement de l'argent mobile à d'autres personnes et, par conséquent, garantir une utilisation continue de la finance formelle.
- > **Commerce numérique** - Le commerce numérique et les marchés se développent à un rythme rapide. La tendance à la vente en ligne s'est accélérée pendant la pandémie sanitaire mondiale du COVID-19. Cela nécessite la mise à jour continue des approches réglementaires pour répondre à ce secteur en pleine expansion et mutation. Les Philippines offrent un exemple de meilleure pratique en ce qui concerne l'espace commercial numérique. Le Bangko Sentral ng Pilipinas se coordonne avec le ministère du commerce et de l'industrie, qui est responsable du secteur des petites entreprises. Compte tenu du nombre croissant de petites entreprises informelles qui vendent des biens et des services en ligne, Bangko Sentral ng Pilipinas réglemente les systèmes de paiement et de transfert numériques. Il s'agit notamment d'œuvrer en faveur de l'interopérabilité afin d'éviter que les plateformes en ligne ne soient associées qu'à des banques partenaires spécifiques, empêchant ainsi les entreprises informelles qui n'ont pas de compte dans ces banques d'effectuer des retraits. La réactivité en matière de surveillance et d'action garantira un écosystème financier numérique sain.

5. COOPÉRATIVES FINANCIÈRES



Les coopératives d'épargne et de crédit (Savings and credit cooperatives - SACCO), également appelées coopératives financières, constituent une alternative aux prestataires de services financiers formels.

Elles jouent un rôle essentiel dans l'intégration du secteur informel, car elles servent de passerelle entre le domaine de l'IF et les acteurs du secteur informel. En effet, les coopératives financières s'adressent souvent explicitement au secteur informel et aux personnes financièrement démunies, la majorité de leurs membres étant généralement des femmes. Le noyau dur de leur mandat est d'offrir des services tels que l'épargne et différents types de crédit et de prêts aux petits opérateurs économiques et aux populations défavorisées qui sont exclues de la clientèle des institutions bancaires formelles. Aujourd'hui, les SACCO ont gagné du terrain dans un certain nombre d'économies en développement et émergentes. Elles se sont particulièrement répandues en Amérique latine et en Asie, comme c'est le cas du Népal où les coopératives d'épargne et de crédit mobilisent un capital de plus de 6 milliards USD.

A) LES COOPÉRATIVES FINANCIÈRES, UN INSTRUMENT POLITIQUE RENTABLE

LE FINANCEMENT SOLIDAIRE :

Les coopératives financières sont des organisations fondées sur l'adhésion et parviennent à attirer les groupes financièrement exclus, qui coïncident dans une large mesure avec les travailleurs informels ou les petites unités économiques fonctionnant de manière informelle. En raison de leur structure coopérative, les coopératives financières se présentent comme une alternative viable au financement formel dirigé par le secteur privé et parviennent à gagner la confiance des communautés locales. L'absence de motivations exclusivement lucratives contribue à rassurer les membres, qui sont mieux à même d'adapter les services financiers offerts par les coopératives à leurs propres besoins et d'exercer pleinement leur potentiel en tant que déposants et emprunteurs d'argent.

LE CAS DE L'ÉQUATEUR : UN PARCOURS RÉUSSI VERS LA RECONNAISSANCE LÉGALE DES COOPÉRATIVES FINANCIÈRES



L'Équateur a facilité le succès des coopératives financières et de l'IF associée des travailleurs du secteur informel et des MPME. Depuis le début des années 2000, le gouvernement équatorien s'est engagé dans une démarche visant à reconnaître les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), dont les coopératives financières, comme faisant partie du paysage économique du pays. Une agence de régulation, la Superintendencia de Economía Popular y Solidaria (SEPS), a été créée avec un mandat spécifique pour surveiller les entités de l'ESS, y compris les coopératives financières. La création de cette agence, ainsi que la promulgation de la Ley Orgánica de la Economía Popular y Solidaria (secteur informel) et du Sector Financiero Popular y Solidario (secteur des coopératives financières) ont démontré l'engagement politique du gouvernement envers l'IF. Ils ont également contribué à placer jusqu'à 95 % des organisations populaires et solidaires du pays sous la tutelle du SEPS. Les chiffres récents en matière d'IF en Équateur montrent la croissance des coopératives financières : entre 2012 et 2020, les SACCO ont enregistré une croissance importante puisque les actifs ont augmenté de 142 %, passant de 6 millions à 14 millions de dollars US ; les dépôts ont augmenté de 161 % pour atteindre 11 millions de dollars US, tandis que le nombre de membres a augmenté de 51 % pour atteindre plus de 7 millions de membres. Compte tenu de la population équatorienne de 17 millions d'habitants, ce niveau d'adhésion reflète une proportion élevée de personnes dans les coopératives financières.



Ce qui fait le succès des coopératives financières, c'est qu'elles travaillent avec et pour les gens. Les gens ont le sentiment de faire partie de cette institution, alors qu'on n'est considéré que comme un client lorsque l'on va dans une banque traditionnelle. Ce sont deux façons différentes de faire des affaires. ”

Jorge Moncayo, Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria de Ecuador

RÉSILIENCE FACE AUX CHOCs ÉCONOMIQUES EXTERNES ET UN FILET DE SÉCURITÉ CONTRE LA VULNÉRABILITÉ :

Les observations faites dans différents pays ont montré la résilience des coopératives financières en période de récession économique, et leur plus grande propension à soutenir les unités économiques informelles, qui

sont les plus durement touchées. Les coopératives financières, ainsi que les institutions de microfinance, agissent souvent en tant que prêteur de dernier recours pour les travailleurs du secteur informel et les petites entreprises pendant les crises ; ceci est particulièrement bénéfique pour les femmes qui sont moins susceptibles de pouvoir accéder aux lignes de crédit formelles. Cela permet aux acteurs du secteur informel de surmonter les pénuries de liquidités et d'assurer la continuité des activités et des moyens de subsistance. Une étude de cas réalisée aux Philippines illustre le rôle des coopératives financières dans la canalisation du soutien financier pendant la crise du COVID-19. Plusieurs associations d'épargne et de crédit du pays ont modifié leurs conditions de remboursement des prêts et ont même versé les dividendes des membres avant leur date d'échéance. En même temps, l'organisme de réglementation des coopératives aux Philippines les a pressées de puiser dans les fonds de développement communautaire pour aider les membres de la communauté.

B) SURMONTER LES DÉFIS LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES

Le plus grand défi auquel les membres de l'AFI affirment être confrontés dans le développement du secteur des coopératives financières est l'absence d'un cadre législatif solide et complet tenant compte du genre. Certains membres ont souligné la réticence de leur gouvernement à adopter une loi générale définissant les acteurs de l'économie sociale, y compris les coopératives financières, et réglementant leurs activités économiques et/ou financières. Au Salvador, 95 % des coopératives ne sont pas réglementées. Pourtant, un cadre juridique institutionnalisé qui reconnaît le rôle des coopératives financières (et non financières), complété par des réglementations solides, peut s'avérer extrêmement utile pour freiner le secteur informel d'un pays et stimuler la reprise économique à la suite de la crise du COVID-19. Des conditions essentielles doivent être remplies pour l'expansion et l'institutionnalisation des coopératives financières.

ENGAGEMENT ET VOLONTÉ POLITIQUES :

L'adoption d'un cadre législatif robuste et sensible au genre qui reconnaît légalement les coopératives financières et leur accorde des droits et prérogatives similaires à ceux des institutions financières formelles doit être soutenue par un engagement politique fort. Les banques centrales et autres régulateurs financiers peuvent jouer le rôle de catalyseur en poussant à la promulgation d'un texte de loi robuste qui englobe les coopératives financières (parmi d'autres acteurs de l'économie sociale). En Équateur, un processus de

réforme graduel s'est déroulé dans les années 2000, ouvrant la voie à la codification progressive du secteur des coopératives financières :

- > **2008:** Une nouvelle Constitution définit le système financier en termes plus larges, reconnaissant les coopératives, ainsi que les coopératives de crédit, les banques communautaires et les caisses d'épargne, comme essentielles au développement durable et inclusif du pays. Cette Constitution a jeté les bases de futures mesures politiques et lois qui ancreront davantage les coopératives financières parmi les institutions officiellement reconnues du pays.
- > **2011:** La loi sur l'économie sociale et solidaire a été adoptée, fournissant une référence juridique pour la réglementation et la supervision des coopératives financières.
- > **2012:** L'économie populaire et solidaire, qui couvre les coopératives financières, a été placée sous la tutelle d'un organisme de régulation ciblé, le SEPS.

UNE APPROCHE COORDONNÉE :

Étant donné que les coopératives financières recoupent divers secteurs d'élaboration de politiques, tels que la finance, les affaires sociales, mais aussi l'agriculture car de nombreuses coopératives dans les pays en développement sont destinées aux petits exploitants agricoles, une approche coordonnée est nécessaire pour surmonter les silos politiques. Les consultations autour de la promulgation d'une stratégie nationale pour les IF rassemblent des acteurs politiques qui n'interagissent généralement pas, et peuvent servir de plateforme pour amener le sujet des coopératives financières à la table des discussions.

SUIVI, SURVEILLANCE ET POUSSÉE FINANCIÈRE :

Des institutions publiques ont été mises en place en Équateur pour assurer le suivi et la supervision des secteurs des coopératives financières. Le SEPS a été créé pour réglementer et superviser les coopératives financières, dans le cadre d'une politique publique pour agir comme une entité de supervision robuste. Il veille à ce que les coopératives financières soient alignées sur les normes financières internationales, y compris Bâle 1 & 2, ce qui conduit à des SACCO professionnelles, compétitives et durables. La Corporation nationale de la finance populaire et solidaire (CONAFIPS), une institution publique administrée et financée de manière indépendante, a été créée pour donner du soutien au secteur financier solidaire et contribuer aux efforts du pays en matière d'IF. Elle fonctionne comme une banque de deuxième rang dans le seul but de soutenir financièrement les coopératives, entre autres

institutions solidaires, en leur offrant des taux d'intérêt plus bas (quatre-vingt pour cent) et en renforçant leur capacité d'offrir des prêts abordables aux personnes financièrement exclues, en particulier les femmes du secteur informel.

Le Banco Central del Ecuador (BCE) a joué un rôle clé dans l'intégration des coopératives financières. Dans le cadre de son mandat, l'objectif est de développer un système de paiement intégré pour assurer la libre circulation des capitaux et faciliter les transactions. Pour faire avancer son programme d'IF, la BCE a fait un geste stratégique en intégrant les coopératives de crédit réglementées et non réglementées dans sa plateforme de paiement nationale. La multiplication des points de paiement dans les zones rurales éloignées a permis aux personnes exclues des banques formelles d'accéder aux services financiers. Le système national de paiement a rempli une double fonction : il a répondu aux besoins des groupes défavorisés tout en renforçant la capacité de gouvernance de la BCE.

C) CONSIDÉRATIONS FINALES : LA GESTION DES RISQUES ET LE COÛT DE LA RÉGLEMENTATION

La structuration du secteur des coopératives financières par le biais d'une législation peut être perçue comme une arme à double tranchant. D'une part, réglementer signifie que la création de nouvelles coopératives financières, et la survie des anciennes, est subordonnée au respect de certaines conditions. Cela implique que les entités financières qui ne répondent pas aux exigences spécifiques seront obligées de fermer leurs portes. C'est l'un des résultats de l'institutionnalisation des coopératives financières en Équateur : le nombre de coopératives a diminué de moitié, passant de 1 000 en 2012, année de la création de la Superintendencia, à 400 aujourd'hui. D'autre part, la mise en place de conditions préalables spécifiques à la prestation de services financiers constitue un instrument solide de gestion des risques. L'adoption d'un cadre réglementaire solide implique la prévention du blanchiment de capitaux et l'alignement sur les normes bancaires internationales telles que Bâle I et Bâle II, entre autres. Elle renforce la confiance des consommateurs et envoie aux utilisateurs potentiels un signal fort sur la viabilité des coopératives financières.

6. COORDINATION ET COLLABORATION



La coordination et la collaboration sont des outils essentiels de l'élaboration des politiques, les décideurs de l'IF ne pouvant pas se charger de l'intégration du secteur informel à eux seuls.

Le travail en alliance avec d'importantes parties prenantes du secteur informel à travers un large éventail d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, amplifie l'impact des politiques et des programmes. Cela permet de veiller à ce que de vastes et divers pans du secteur informel soient pris en compte dans ces politiques et programmes, tels que les sous-groupes principaux pour les politiques inclusives (Outil 2). La Banque centrale du Salvador a décrit la coordination comme un puzzle dont les pièces comprennent le ministère des Finances, l'agence de régulation du système financier (*Superintendencia del Sistema Financiero*) et le corps législatif (Congrès).

A) CARTOGRAPHIE DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES

Une priorité élevée devrait être accordée à la création de passerelles entre l'IF et le secteur informel. Les membres de l'AFI notent qu'il est souvent difficile de créer et de mettre en œuvre une couverture de bout en bout en termes de réglementation avec d'autres organismes gouvernementaux. Des déficits de coordination apparaissent également avec les acteurs pertinents en dehors du gouvernement. Pour réussir à développer des politiques et des programmes efficaces, les décideurs de l'IF doivent recenser les acteurs spécifiques qui peuvent apporter du soutien aux objectifs de l'IF visant à intégrer le secteur informel. Il s'agit notamment de groupes qui représentent la diversité du secteur informel, y compris les femmes, les jeunes et les personnes issues de minorités. Les principales parties prenantes à considérer sont les organisations de promotion des femmes, les groupes de jeunes, les syndicats, les entreprises et les associations du secteur informel. Les ministères concernés, les organes de gouvernance et les autorités de réglementation, dont le travail est lié au secteur informel, sont également concernés.



Nous devons impliquer toutes les parties prenantes : les gouvernements, les banques, mais aussi les coopératives et le secteur privé. Nous avons fait de grands progrès en tissant ces liens dans notre Banque centrale.”

Otto Boris Rodriguez, Banco Central de Reserva de El Salvador

B) TIRER PARTI DES MÉCANISMES DE COORDINATION DES SNIF

L'outil de coordination du secteur informel ne doit pas être construit de toutes pièces. Il peut s'appuyer sur les cadres de coordination et les partenariats bilatéraux existants qui concernent le secteur informel. Les structures de coordination des SNIF peuvent jouer un rôle clé dans l'intégration des parties prenantes du secteur informel. Nombre de ces parties prenantes sont importantes pour la création de politiques et de programmes intégrant la dimension de genre (outil 2). La Commission philippine pour les femmes, une agence axée sur l'autonomisation, la protection et l'égalité des femmes, a également été intégrée au Comité directeur de l'inclusion financière. Sa participation a permis d'intégrer la dimension de genre dans l'élaboration des programmes et initiatives de l'IF.



Le comité de la SNIF est la structure de coordination. Il est présidé par la Banque centrale. Le vice-président est un PDG du secteur de l'assurance. Les membres permanents sont l'association bancaire, les marchés de capitaux, la bourse. Il y a des représentants de l'Institut national des statistiques, des agences de réglementation des télécommunications, des fournisseurs d'argent mobile. De nombreux autres acteurs gouvernementaux font partie du groupe de travail. Tous ces acteurs se mettent d'accord sur une stratégie pour l'IF en incluant le secteur informel. L'agriculture, par exemple, joue un rôle à cet égard : la stratégie prévoit des actions axées sur la finance rurale afin de garantir au secteur agricole un meilleur accès au financement. Nous sommes tous d'accord sur un plan visant à améliorer la prestation de services de crédit, d'épargne et de paiement aux agriculteurs, aux PME et à la population à faible revenu qui travaille dans le secteur informel.”

Sandra Bila, Banco de Moçambique

C) COORDINATION PROGRESSIVE SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU SECTEUR INFORMEL

En plus d'une cartographie efficace des parties prenantes et de l'exploitation des structures de la SNIF, les décideurs de l'IF doivent continuer à chercher des partenariats et des alliances pertinents avec les parties prenantes du secteur informel qui sont importants pour l'avancement des politiques et des programmes. En Angola, le banco Nacional de Angola se coordonne avec différents ministères pour assurer le bon fonctionnement et le succès du programme de comptes bancaires pour les personnes à faibles revenus Bankita, ce qui a conduit à une coordination dans d'autres domaines de l'IF liés au secteur informel. Cela inclut le ministère de la Justice et sa responsabilité en matière de documents d'identité. Une coordination plus poussée implique le ministère de l'Action sociale, de la Famille et de la Promotion du genre et le ministère de la Jeunesse et des Sports, des relations fondées sur des protocoles avec des objectifs visant à combler l'écart entre les sexes dans le domaine de l'IF et à assurer le succès de la sensibilisation des jeunes.

RÉSUMÉ

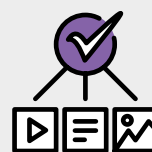
Les responsables politiques de l'IF ont un rôle essentiel à jouer dans le processus d'intégration du secteur informel, un effort essentiel compte tenu de l'importance du secteur informel dans l'aboutissement des objectifs de l'IF. Pour ce faire, il existe un ensemble d'outils qui doivent être contextualisés, affinés et utilisés. Les outils présentés ici sont basés sur des expériences réelles, intégrant les défis rencontrés en matière d'engagement avec le secteur informel, ainsi que les voies pour surmonter ces obstacles.

OUTIL 1 DONNÉES ET INFORMATION



La clé des politiques et des programmes fondés sur des données factuelles réside dans les données ventilées par sexe et dans les informations sur le secteur informel, afin d'aider les décideurs à comprendre, à réfléchir et à mettre en œuvre des programmes.

OUTIL 2 POLITIQUES ET PROGRAMMES INCLUSIFS



Les politiques et les programmes qui incluent la diversité du secteur informel ont beaucoup plus de chances d'être efficaces et couronnés de succès. Les décideurs politiques et les institutions devraient inclure de manière importante les femmes, les minorités, les migrants, les personnes vivant avec un handicap et d'autres sous-groupes de population pertinents du secteur informel afin de s'assurer que les programmes de l'IF répondent aux besoins et aux vulnérabilités spécifiques.

OUTIL 3 SOLUTIONS SUR MESURE



Les produits financiers sensibles aux questions de genre et conçus spécifiquement pour le secteur informel gagnent du terrain dans le monde entier. Les processus de conception doivent veiller à ce que les produits fonctionnent pour les travailleurs du secteur informel et les MPME, avec un potentiel d'apprentissage et de mise à l'échelle.

OUTIL 4 PLATEFORMES ET INSTRUMENTS NUMÉRIQUES



Les outils numériques - y compris l'argent mobile, le commerce électronique interopérable, les plateformes numériques et d'autres Fintech - sont très prometteurs pour un engagement réussi avec le secteur informel. Les responsables politiques de l'IF ont un rôle important à jouer pour atteindre une réglementation et une facilitation intelligentes.

OUTIL 5 COOPÉRATIVES FINANCIÈRES



Les coopératives financières travaillent directement avec leurs membres, dont beaucoup sont des travailleurs du secteur informel ou des MPME. Avec un succès grandissant dans certains pays membres de l'AFI, les coopératives financières offrent un outil permettant de se connecter avec des personnes issues de milieux différents et de renforcer leur IF là où les fournisseurs de services financiers formels ne font pas forcément les gains souhaités avec le secteur informel.

OUTIL 6 COORDINATION



La coordination est essentielle pour réussir à intégrer le secteur informel. Les décideurs de l'IF doivent s'associer aux parties prenantes pertinentes du secteur informel : organes gouvernementaux, syndicats et organismes de réglementation en passant par les organisations de femmes. La coordination multipartite permettra aux politiques et aux réglementations de fonctionner de bout en bout en s'assurant que les différents secteurs informels bénéficient des politiques et des programmes de l'IF.

ANNEXE - ENTREVUES AVEC LES INFORMATEURS CLÉ

TABLEAU 1 : ENTREVUES AVEC LES INFORMATEURS CLÉS

PAYS	NOM	ORGANISATION
PHILIPPINES	Jenny Romero, Mary Jessil R. Santos & Golda Cainglet	Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP)
ANGOLA	Teresa Pascoal, Catarina Joao, Margareth da Silva & Adioso Pimenta	Banco Nacional de Angola
EL SALVADOR	Otto Boris Rodriguez, Clemente Alfredo Blanco, Hazell Raquel Del Cid Marroquín, Ricardo Contreras & Jorge Alberto Flores Torres	Banco Central de Reserva de El Salvador
MOZAMBIQUE	Sandra Bila	Banco de Moçambique
NÉPAL	Prakash Shrestha	Nepal Rastra Bank
ÉQUATEUR	Jorge Moncayo	Banco Central del Ecuador
TUNISIE	Mahmoud Montassar Mansour	Autorité de Contrôle de la Microfinance Tunisie
-	Killian Clifford & Mariana Lopez	GSMA
-	Valerie Breda	OIT - Unité de finance sociale

TABLEAU 2 : INFORMATIONS FOURNIES

PAYS	NOM	ORGANISATION
GAMBIE	Fatou Deen-touray	Central Bank of the Gambia
ÎLES SALOMON	Riley Henao Meseputu	Ministry of Commerce, Industry, Labour and Immigration
ANGOLA	Teresa Pascoal	Banque centrale d'Angola <i>Banco Nacional de Angola (BNA)</i>

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AFI	Alliance pour l'Inclusion Financière
AML	Anti-Money Laundering (Lutte contre le blanchiment de capitaux : LBC)
ATF	Anti-Terrorist Financing (Financement du terrorisme : FT)
ATM	Guichet automatique
BCE	Banco Central del Ecuador
BNA	Banco Nacional de Angola
CBG	Central Bank of the Gambia
CGAP	Groupe consultatif d'assistance aux pauvres
CONAFIPS	Corporacion Nacional De Finanzas Populares y Solidarias (Société nationale des finances populaires et solidaires)
COVID-19	Coronavirus 2019
IF	Inclusion financière
FinTech	Technologie financière
GSMA	Global System for Mobile Communications Association
ID	Document d'identification
OIT	Organisation internationale du travail
KYC	Connaître son client
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
NFIS	National Financial Strategy (Stratégie nationale d'inclusion financière : SNIF)
ONG	Organisation non gouvernementale
RegTech	Technologie réglementaire
RFIP	Programme des institutions financières rurales
SACCO	Coopératives d'épargne et de crédit
SBD	Dollars des îles Salomon
SEPS	Superintendencia de Economia Popular y Solidaria
ESS	Économie sociale et solidaire (Équateur)
USD	Dollars des États-Unis
WIEGO	Women in the Informal Economy: Globalizing and Organizing (Les femmes dans l'économie informelle : Mondialisation et organisation)

RÉFÉRENCES

- AFI (2020).** Inclusive Financial Integrity: A Toolkit for Policymakers.
- AFI (2019).** Guideline Note 35: Effective Stakeholder Coordination for National FI Strategy Implementation.
- AFI (2019).** Fintech for FI.
- AFI (2019).** Policy framework for women's FI using Digital Financial Services.
- Arora, A; Krishnaswamy, K. (2015).** Why Women Self-Help Group Members Make for Good Bank Agents.
- CGAP (2014-2016).** Diaries: A Tool for Understanding Smallholder Families. Blog Series. Accessed at: <https://www.cgap.org/blog/series/diaries-tool-understanding-smallholder-families?page=1>
- Bonnet, Florence, Joann Vanek, and Martha Alter Chen.** Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Brief. WIEGO and ILO.
- Chen, Martha Alter (2012).** The Informal Economy: Definitions, Theories and Policies. WIEGO Working Paper No.1.
- G20 and GPFI (2018).** Digitization and informality: Harnessing digital FI for individuals and MSMEs in the informal economy - G20 Policy Guide.
- GSMA (2020).** Mobile Money, driving formalization and building the resilience of MSMEs.
- ILO (2002).** Resolution and conclusions concerning decent work and the informal economy. 1 June 2002.
- ILO (2016).** Role of Finance in Driving Formalization of Informal Enterprises. ILO Thematic Policy Brief - Enterprise Formalization.
- Klapper, Leora, Miller, Margaret, and Hess, Jake (2019).** Leveraging Digital Financial Solutions to Promote Formal Business Participation. The World Bank Group.

Alliance for Financial Inclusion

AFI, Sasana Kijang, 2, Jalan Dato' Onn, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia

t +60 3 2776 9000 e info@afi-global.org www.afi-global.org

 Alliance for Financial Inclusion  AFI.History  @NewsAFI  @afinetwork